

Québec, le 11 mai 2017

Monsieur Ralph Goodale
Ministre de la Sécurité publique
et de la Protection civile
Sécurité publique Canada
269, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0P8

Monsieur le Ministre,

Nous avons pris connaissance de votre correspondance du 12 décembre dernier dans laquelle vous nous informiez de la création de la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances ainsi que du dépôt du projet de loi C-37 - Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

Nous accueillons avec enthousiasme votre décision d'inclure l'approche de réduction des méfaits liés aux drogues parmi les piliers de votre stratégie et de vous appuyer davantage sur un ensemble solide de données probantes. La reconnaissance que les sites de consommation supervisée (SCS), lorsqu'ils sont bien implantés et bien gérés, sauvent des vies sans pour autant augmenter les problèmes de toxicomanie ou de criminalité aux alentours rejoint la position du gouvernement du Québec à cet égard. De plus, la proposition de faciliter l'implantation, dans ces sites, de programmes de tests sur les drogues apportées par leurs utilisateurs nous apparaît très positive. Cela fournira aux intervenants travaillant en ces lieux un outil supplémentaire susceptible de réduire les méfaits liés à l'usage de substances psychotropes dont la qualité est souvent très douteuse et de prévenir des surdoses qui découlent de leur consommation.

Cependant, malgré la volonté du gouvernement du Canada de simplifier la procédure de demande d'exemption encadrant la création de nouveaux SCS, nous craignons que les conditions à remplir pour atteindre les cinq critères d'évaluation proposés demeurent encore trop exigeantes pour le milieu, ce qui irait à l'encontre de l'objectif poursuivi. De plus, l'exigence de démontrer l'incidence d'un tel site sur le taux de criminalité ne nous apparaît pas être un critère pertinent, car il est reconnu, d'après les expériences menées ailleurs dans le monde, que les SCS n'ont aucun impact sur la criminalité.

... 2

Nous constatons également que les quatre autres critères continuent pour leur part de chevaucher les responsabilités du gouvernement du Québec dans l'organisation des services de santé. Ces critères sont les conditions locales indiquant qu'un tel site répond à un besoin, la structure réglementaire en place permettant d'encadrer le site, les ressources disponibles pour voir à l'entretien du site et les expressions d'appui ou d'opposition de la communauté.

Par conséquent, nous croyons que ce sont les balises mises en place au Québec pour les établissements de santé et de services sociaux et organismes communautaires désirant offrir des services d'injection supervisée aux personnes qui font usage de drogues par injection (voir sur le site du ministère de la Santé et des Services sociaux, à la rubrique publications et rechercher 13-313-01W) qui devraient être la norme sur le territoire québécois. Ces balises, qui ont été établies conjointement par le ministère de la Santé et des Services sociaux avec l'appui du ministère de la Sécurité publique et du ministère de la Justice, font déjà consensus au Québec. À cet égard, nous souhaitons donc que le gouvernement du Canada envisage de déléguer aux provinces le pouvoir de déterminer les critères qui devraient être mis sur pied sur leurs territoires en respect des compétences qui leur sont dévolues en matière d'organisation des services de santé.

Quant aux autres mesures visant à restreindre l'offre d'opioïdes illicites et d'autres drogues illicites et à réduire le risque de détournement des substances contrôlées, nous sommes d'avis qu'elles fourniront de nouveaux outils aux corps de police pour lutter plus efficacement contre ces phénomènes. Cependant, le Québec a une importante réserve quant à la possibilité pour la ministre, par simple arrêté, d'ajouter des substances à l'annexe V de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (LRCDAS) pour une période d'un an avec possibilité de prolongation d'une année supplémentaire.

Dans un premier temps, cela aura pour effet de créer des infractions ayant un caractère temporaire, susceptibles de disparaître dès l'échéance de la période, ou avant par arrêté. Pour le justiciable, une telle situation sera loin d'être idéale puisqu'il pourrait ne pas être en mesure de déterminer relativement aisément le caractère criminel ou non d'une substance inscrite temporairement à l'annexe V. Pour le poursuivant, de telles infractions ne manqueront pas de soulever d'importantes questions au niveau de l'opportunité de poursuivre et du sort à réserver aux dossiers judiciaires criminels visant une substance dont l'inscription à l'annexe V de la LRCDAS arrive à échéance avant que le dossier ne soit terminé.

En second lieu, les critères permettant l'ajout d'articles à l'annexe V de la LRCDas devraient, selon nous, être précisés. Une « substance comportant un risque important pour la sécurité ou la santé publique » est une définition trop large qui peut désigner une multitude de produits qui n'ont rien à voir avec les objectifs visés par la loi. Il est important de ne pas perdre de vue qu'il s'agit d'infractions objectivement graves, passibles d'une peine de 10 ans de détention, qui ne se limitent pas qu'à l'importation et à l'exportation, considérant que le projet de loi ajoute l'annexe V de la LRCDas aux infractions de trafic, possession en vue du trafic et production. Il nous semble donc primordial que les critères soient rigoureusement définis.

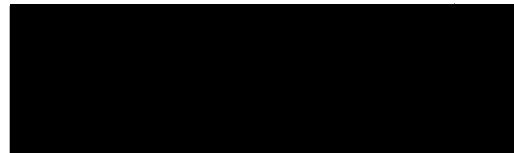
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le ministre de la Santé et des Services
sociaux,



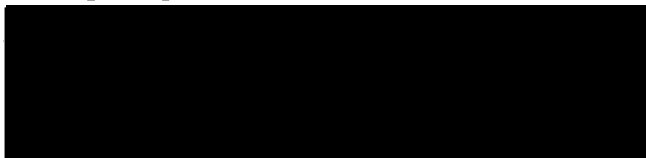
Gaétan Barrette

Le ministre de la Sécurité publique,



Martin Coiteux

La ministre déléguée à la Réadaptation,
à la Protection de la jeunesse, à la Santé
publique et aux Saines habitudes de vie,

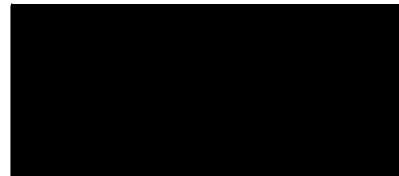


Lucie Charlebois

c. c. Madame Jane Philpott, Santé Canada

N/Réf. : 16-MS-06860

La ministre de la Justice,



Stéphanie Vallée